

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

N°ST 2024_022

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande de la société CONSTRUCTEL, 81 rue René Auge, 38980 VIRIVILLE, en date du 15 janvier 2024, représentée par Monsieur NEIVA pour le compte d'ORANGE UI ALPES, 30 bis rue Ampère, 38000 GRENOBLE ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la route ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

CONSIDERANT que pour permettre de réaliser des travaux de réparation d'un réseau France télécom, rue Antoine de Saint-Exupéry, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation : Pour une durée de 2 jours, entre le 29 janvier et le 10 février 2024, le bénéficiaire est autorisé à effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande rue Antoine de Saint-Exupéry, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 – Réglementation : La circulation et le stationnement de la rue Antoine de Saint-Exupéry seront réglementés comme suit, selon les besoins du chantier :

- L'arrêt et le stationnement seront interdits dans l'emprise du chantier.
- La circulation des véhicules sera régulée par demi-chaussée par hommes fanions ou feux tricolores.
- La circulation des piétons sera conservée pendant la durée du chantier.
- L'accès des secours sera maintenu pendant la durée du chantier.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 18 janvier 2024,

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,
**La Responsable des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY**

